

Table des matières

1	Comprendre les régimes totalitaires	2
1.1	Qu'est-ce que le totalitarisme?	2
1.2	Les régimes totalitaires sont instaurés dans un contexte de crise	2
1.3	L'établissement du totalitarisme	3
2	Les régimes totalitaires en pratique	4
2.1	Les projets totalitaires	4
2.2	L'exercice du pouvoir totalitaire	5
2.3	Les sociétés dans les régimes totalitaires	5
3	Les totalitarismes face aux démocraties dans les années 1930	6
3.1	Régimes totalitaires et démocraties	6
3.2	L'impuissance des démocraties	7
3.3	De la passivité des démocraties à la réaction	7

I Comprendre les régimes totalitaires

I.1 Qu'est-ce que le totalitarisme ?

Si l'adjectif « totalitaire » est utilisé pour la première fois en 1924 par Giovanni Amendola afin de dénoncer le fascisme en Italie, c'est dès les années 1920 que Mussolini lui-même déclare « tout est dans l'État », et plus tard les nazis parleront d'un « État total ». Pour Hannah Arendt (*Les origines du totalitarisme*, 1951), l'Allemagne nazie et l'URSS de Staline ont été les seuls régimes totalitaires. Ces régimes sont caractérisés, selon elle, par une dynamique auto-destructrice reposant sur une dissolution des structures sociales, par un État omniprésent (contrôle social, abolition des traditions, propagande, camp de jeunesse, bureaucratie pour assurer l'autorité du chef totalitaire). Pour C. J. Friedrich, un régime totalitaire est caractérisé par : une idéologie officielle, un parti « de masse » unique, la terreur policière, le monopole des médias, celui des forces armées et une économie planifiée.

L'origine du totalitarisme n'est pas claire historiquement. D'un point de vue empirique, certains historiens ont montré que des éléments constitutifs du régime nazi apparaissent en Allemagne dès le XIXe siècle : nationalisme, pangermanisme, et antisémitisme. Pour Z. Sternhell, le fascisme était présent avant même la Première Guerre mondiale en France. Dans le cas de l'URSS, on associe généralement le totalitarisme au moment du régime stalinien (1924-1953). D'un point de vue théorique, F. Hayek (*La Route de la servitude*, 1944) voit le totalitarisme comme la conséquence politique du socialisme économique qui supprime les libertés individuelles. Pour B. de Jouvenel, c'est la démocratie qui mène au totalitarisme en permettant la possibilité de la prise de pouvoir par un dictateur en puissance.

Il y a pu avoir un lien entre le totalitarisme et les conséquences de la Première Guerre mondiale. G. L. Mosse (*La Brutalisation des sociétés européennes. De la Grande Guerre au totalitarisme*, 1999), le totalitarisme est la conséquence politique de la « brutalisation » qui a caractérisé le conflit militaire. Ainsi, en Italie et en Allemagne, la guerre a fait naître une culture de la violence dans les années 1920 parmi les groupes d'anciens combattants, conduisant ainsi à des milices fascistes et nazies. Pour autant, la résistance des démocraties françaises et britannique ne va pas dans le sens de cette thèse. Pour E. Nolte (*La guerre civile européenne*, 1989), le fascisme et le nazisme seraient une réaction au bolchevisme.

I.2 Les régimes totalitaires sont instaurés dans un contexte de crise

En Italie, à la suite de la Première Guerre mondiale, on parle d'une « victoire mutilée » : 670 000 tués, augmentation de la dette publique et des impôts, chômage, non-respect du Traité de Londres (1915) qui empêche d'annexer deux régions de la Slovénie. Après avoir fondé un journal nationaliste en 1912, Mussolini forme avec des anciens combattants des troupes d'assaut (les *Fasci italiani di combattimento*) en 1919. Ces derniers, face au désordre politique et à la menace socialiste (mouvement d'occupation des terres agricoles par les ouvriers, pressions syndicales dans l'industrie), sont chargés tacitement par l'État libéral de rétablir l'ordre et profitent du soutien des riches propriétaires terriens. La prise de pouvoir par action directe de Mussolini, en octobre 1922, après son échec aux élections de mai 1921, est permise par son

soutien d'une partie de la classe dirigeante qui espère préserver ses privilèges.

En Allemagne, le Traité de Versailles (1919) nourrit le ressentiment populaire. Le parti nazi (NSDAP) a comme grand thème la revanche et le redressement national. La crise de 1929 touche le pays de plein fouet : paralysie du système bancaire, déficit commercial et budgétaire importants, déflation, émergence d'un chômage de masse avec plus de 6 millions de chômeurs à la fin des années 1930. Près de 50% de la population allemande est affectée par la crise. Hitler utilise la crise économique pour acquérir de nouveaux adhérents au sein du parti nazi. En 1932, les élections législatives conduisent à une majorité nazie au Parlement, et le bras armé du parti (les SA) exerce une pression dans la population. Hitler promet au grand patronat d'écarter la menace communiste et assurer la paix sociale, lui permettant ainsi d'être nommé chancelier en 1933.

En Russie, le régime du tsar Nicolas II est discrédité par les défaites que subit la Russie au début de la Première Guerre mondiale. En octobre 1917, les bolcheviks dirigés par Lénine prennent le pouvoir par un coup d'État. En 1921, le pays connaît un contexte de crise économique qui génère des soulèvements réprimés par l'Armée rouge. Pour gérer la crise, Lénine annonce une Nouvelle Politique Économique (relative libéralisation agricole, modernisation industrielle). Le parti communiste est divisé en deux tendances : aspirations démocratiques avec Trotski et maintien du monolithisme du parti avec Staline. À la mort de Lénine en 1924, c'est Staline qui parvient à s'imposer.

1.3 L'établissement du totalitarisme

Mussolini cherche, dans un premier temps, à rassurer en limitant le nombre de fascistes au gouvernement pour obtenir des ralliements politiques, et préparer la conquête légale du pouvoir. Pour autant, les « squadristes » démantèlent les organisations ouvrières et paysannes dans les provinces. De plus, il y a une sape des institutions ouvrières : interdiction du droit de grève, suppression du 1er mai. En 1924, après avoir dénoncé les méthodes fascistes, le député socialiste Mattéotti est assassiné. Après des élections frauduleuses, le Parti National Fasciste obtient une large majorité. La phase de « dictature légale » s'achève avec l'adoption de « loi de défenses de l'État » : Le président du conseil peut légiférer par décret et n'est responsable que devant le roi, une police politique est créée tout comme un Grand Conseil du Fascisme.

Hitler dissout immédiatement le Reichstag le 1er février 1933 et réorganise des élections législatives. Il neutralise les communistes en prétextant leur responsabilité dans l'incendie du Reichstag (28 février 1933), et interdit leur parti. Les législatives de mars 1933 sont organisées dans un climat de terreur sous l'influence des SA et des SS. Malgré un échec relatif des nazis aux élections de mars (44% des suffrages), Hitler obtient les pleins pouvoirs du nouveau Reichstag pour quatre ans et interdit dès mai les syndicats. En août 1934, Hitler cumule les fonctions de président et de chancelier avant de prendre le titre de führer. Cette concentration des pouvoirs est approuvée à 90% par le Parlement.

Après avoir éliminé ses adversaires, il s'impose comme chef du Parti et chef de l'État. « Industrialisation, planification, collectivisation » sont les mots d'ordre de Staline en 1928. Il

met fin à la NEP et lance une politique de collectivisation et de nationalisation. La « dékoulakisation » entraîne la déportation de près de deux millions de paysans. Il conforte son pouvoir par l'organisation des grands procès de Moscou entre 1936 et 1938, ce qui lui permet d'éliminer tous les anciens bolcheviks. Ces purges entraînent la déportation au Goulag ou l'exécution des opposants potentiels (le NKVD exécute près de 700 000 personnes).

2 Les régimes totalitaires en pratique

2.1 Les projets totalitaires

Les trois régimes ont en commun le rejet du système démocratique libéral. Pour Lénine et Staline, les régimes parlementaires sont responsables de l'oppression du prolétariat par la bourgeoisie et seul le Parti communiste possède la légitimité de représenter le peuple. Pour les fascistes et les nazis, la pluralité politique divise la nation. Ces régimes ont également en commun la négation des libertés individuelles. La société est façonnée selon un modèle unique auquel les individus doivent parfaitement correspondre. L'unité du peuple est symbolisée par un chef unique (Führer, Duce, Vojd) et autour duquel un culte de la personnalité est organisé. Néanmoins, les régimes communistes et fascistes sont des « jumeaux ennemis » (François Furet), comme l'a montré le « Pacte d'acier » (pacte germano-italien) en 1939.

Communisme stalinien, fascisme et nazisme cherchent à modeler des hommes nouveaux selon des référentiels différents. En URSS, le citoyen est un prolétaire engagé dans la poursuite de l'idéal communiste. C'est avant tout un travailleur d'usine, inspiré par les prouesses productives de Stakhanov. En Allemagne et en Italie, l'homme nouveau est un guerrier. La guerre dans ces régimes permet d'étendre l'empire (Mussolini) ou de préserver l'espace vital (le Lebensraum pour Hitler).

Les régimes totalitaires se différencient par des spécificités idéologiques essentielles. Le projet communiste consiste en l'instauration d'une société sans classe, dans laquelle les écarts de richesse ainsi que la propriété privée sont abolis. D'un point de vue économique, Staline impose l'industrialisation par un investissement massif dans la production de biens d'investissement, au détriment des biens de consommation. Si les conséquences sociales sont relativement néfastes (stakhanovisme contre-productif, famines,...), la Russie devient la troisième puissance industrielle en 1939. À l'inverse, l'idéologie nazie, inspirée par les théories d'Hitler dans *Mein Kampf*, se fonde sur une vision raciale du monde. La race aryenne, c'est-à-dire la population allemande, doit dominer le monde au sein d'un grand empire (le Reich). Hitler établit une hiérarchie entre races supérieures (les germains ou les aryens), et les races inférieures (Slaves, Noirs, et les Juifs). EN particulier, la race juive est déclarée dangereuse pour la race allemande. Cette conception a conduit : au boycott des magasins juifs en Allemagne, à l'adoption des lois de Nuremberg (1935), les persécutions contre les juifs (déchaînement de violence lors de la Nuit de Cristal du 9 au 10 novembre 1938), et enfin leur extermination. Mussolini impose également une politique antisémite en Italie à partir des années 1930.

2.2 L'exercice du pouvoir totalitaire

Le pouvoir est exercé par un seul homme, auquel un culte de la personnalité est exercé. La spécificité du nazisme est le « Führerprinzip » : toutes les décisions découlent de la volonté d'un dictateur devenu tout-puissant. Historiquement, cette conception n'est pas avérée vu qu'Hitler devait tout de même composer avec différentes forces politiques en Allemagne. De même, si la propagande stalinienne établit un culte autour de sa personne, le parti communiste dispose d'une relative autonomie. Bien que l'autorité de ces dictateurs était réelle, elle n'était pas nécessairement illimitée.

Au sein de ces régimes totalitaires, la terreur de masse est un des principaux moyens de contrôle. Cependant, les fondements et les cibles de la terreur varient selon les régimes. En URSS, elle se fonde sur une ère de terreur visant à traquer les « ennemis de classe », qui sont traqués, emprisonnés, et assassinés. On incite à la délation des ennemis du régime dans la population. En Allemagne, l'appareil policier (Gestapo et les SS) assassine, torture et déporte dans les camps de concentration les opposants au régime ou ceux considérés comme indésirables. La « solution finale » est une particularité du nazisme. Malgré la dureté des méthodes fascistes et de la forte mortalité dans les Goulags, le projet d'extermination est spécifique à l'Allemagne.

Les rapports à l'économie sont différents selon les régimes totalitaires. En URSS, l'économie est intégralement contrôlée par l'État. Les objectifs de production sont définis par des plans quinquennaux conçus par le Gosplan. À la suite de la crise de 1929, l'Allemagne et l'Italie cherchent à atteindre l'autarcie et construisent une économie de guerre. Pour autant, les grands groupes industriels privés se maintiennent et collaborent avec le régime. En Allemagne, la militarisation et la politique de grands travaux permettent la résorption du chômage, et le pays devient la seconde puissance industrielle en 1939. Néanmoins, cette politique est accompagnée d'un gonflement de la dette publique et d'une stagnation du niveau de vie. En Italie, la politique du blé vise à permettre l'autarcie alimentaire. Pour autant, les deux régimes abandonnent leurs discours sociaux et maintiennent les positions des élites pourvu que ces dernières soutiennent le régime.

2.3 Les sociétés dans les régimes totalitaires

Dans les régimes totalitaires, les régimes sont contrôlés de deux façons. Le contrôle des populations est assuré par des polices politiques : NKVD en URSS, la Gestapo et les SS en Allemagne, OVRA en Italie. La surveillance, la répression et la torture sont des pratiques constantes. Les goulags russes, les camps de concentration allemands et les bagnes italiens se remplissent massivement. Ainsi, en URSS, 500 000 personnes sont déportées au Goulag en 1936-1937 et autant sont exécutées. La propagande et la censure représentent une autre forme de contrôle des masses. L'information est contrôlée par des ministères de la propagande. L'art est mis au service de l'idéologie du régime (films de Leni Riefenstahl en Allemagne nazie, Einseinstein en URSS). À partir de 1924, Staline impose une esthétique officielle (peinture figurative et socialiste, censure littéraire).

L'embrigadement et l'endoctrinement des populations participent également de cet encadrement. Des organisations de jeunesse sont créées dans les trois régimes : Jeunesse hitlérienne en Allemagne, Fils de la Louve, Ballilas et Jeunesses fascistes en Italie, Jeunes Pionniers et Koumosol en URSS. Les syndicats traditionnels sont interdits dans les trois pays et remplacés par des corporations contrôlées par l'État en Allemagne et en Italie, et par des syndicats étatiques en URSS. Les loisirs sont également sous le contrôle de l'État (Dopolavoro en Italie, Kraft durch Freude en Allemagne). De grandes manifestations sont organisées à la gloire des régimes (parades, rassemblements, cérémonies, etc). En Italie, la militarisation du corps social et l'adhésion de l'Église au régime permet d'étendre l'influence de celui-ci. En Allemagne, le service militaire est rétabli en 1935.

L'enthousiasme de la population pour ces régimes est à nuancer. En-dehors de la déformation de la réalité par la propagande, la survie de ces régimes a été permis par une adhésion d'une partie de la population. Les perspectives promises dans un contexte de crise ont joué un rôle clair dans le maintien de ces régimes. Les adhésions ont pu être par intérêt, par obligation, ou encore par prudence. Néanmoins, ces régimes ont été confrontés à de la résistance. Ainsi, en 1935, Staline concède aux paysans le droit de cultiver leur lopin de terre. En Allemagne et en Italie, la résistance contre les régimes se met en place au moment de la Seconde Guerre mondiale. Pour autant, en URSS, la « Grande Guerre patriotique » a renforcé le soutien des populations au régime.

3 Les totalitarismes face aux démocraties dans les années 1930

3.1 Régimes totalitaires et démocraties

Les régimes totalitaires sont hostiles aux démocraties. L'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, en raison de leurs visées expansionnistes, rejettent l'ordre international instauré par les traités de paix et les principes idéologiques de la SDN. Ce rejet est renforcé par la rancœur lié au « diktat » de Versailles chez les Allemands et le sentiment de « victoire mutilée » chez les Italiens. Du côté de l'URSS, l'exportation de la révolution bolchevique est un échec et Staline est contraint de construire le socialisme dans un seul pays.

Les régimes totalitaires tentent de déstabiliser les démocraties. Dès 1919, le Komintern (la IIIe Internationale) fondé par Lénine impose une tactique « classe contre classe », visant à des alliances entre extrême droite populiste et communiste, jusqu'au début des années 1930. Mussolini finance des mouvements d'extrême droite en Europe, comme le francisme en France – sans succès. Il y a une montée en puissance des mouvements fascistes en Europe (comme en Espagne, au Portugal ou encore en Roumanie). Ces courants alimentent une propagande anti-démocratique.

Avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Staline passe d'une ligne « classe contre classe » à une stratégie de « fronts populaires » en France et en Espagne (1936). Le fascisme devient l'ennemi principal de l'URSS qui compose alors avec les démocraties. L'URSS rentre à la SDN

en 1934, et signe le pacte franco-soviétique en mai 1935. Mussolini participe à la conférence de Stresa en 1935 avec les Français et les Britanniques afin de signer un accord entre les trois États pour isoler l'Allemagne, en assurant l'indépendance de l'Autriche et la pérennité du Traité de Versailles.

3.2 L'impuissance des démocraties

Dès 1933, l'Allemagne quitte la SDN et le 7 mars 1936, les troupes allemandes réoccupent la zone démilitarisée de Rhénanie, en violation du traité de Versailles. Les démocraties restent passives et la SDN se contente d'une simple protestation. À partir du début des années 1930, les conséquences économiques et sociales de la politique nataliste du Duce rendent nécessaire, à ses yeux, la conquête d'une colonie de peuplement. Le 5 décembre 1934, un incident survenu à la frontière de l'Érythrée et de l'Éthiopie fournit à Mussolini le prétexte d'une intervention militaire. En 1936, Mussolini conquiert l'Éthiopie. Bien que considérant l'Italie comme agresseur, la SDN n'opte que pour des sanctions commerciales. En juillet 1935, l'Allemagne donne son aval au coup de force éthiopien, et le 1er novembre 1935, Mussolini parle d'un Axe Berlin-Rome. L'Allemagne et le Japon signent à Berlin le pacte anti-Komintern : l'Italie y adhère en 1937 et l'Espagne franquiste en 1938.

Les démocraties sont désunies et n'organisent pas de front commun contre la montée en puissance du fascisme. D'un côté, les États-Unis maintiennent une politique isolationniste et, en France comme au Royaume-Uni, la priorité au pacifisme prime. Les Britanniques cherchent une politique de compromis avec Hitler, et la France n'est pas en capacité de s'opposer seule face à la politique expansionniste de l'Allemagne.

En juillet 1936, le général Franco commence un soulèvement contre le Front populaire espagnol, et crée une guerre civile qui dure trois ans en Espagne. Aux nationalistes, appuyés sur l'armée régulière et regroupés au sein de la Phalange et sur le clergé, qui tiennent surtout les provinces s'opposent les républicains soutenus par les ouvriers, la petite bourgeoisie et une partie de la paysannerie. Le 28 mars 1939, Franco s'empare de la capitale espagnole et le « Caudillo » y installe son gouvernement. Les tensions entre démocratie et fascisme aboutissent à l'internationalisation du conflit. L'Italie et l'Allemagne soutiennent matériellement les fascistes espagnols (et ce avant même le début du conflit). La France de Léon Blum se contente d'un accord franco-britannique de non-intervention en août 1936, tandis que l'aide soviétique aux communistes espagnols reste très limitée.

3.3 De la passivité des démocraties à la réaction

En mars 1938, les fascistes autrichiens organisent un coup d'État et la Wehrmacht entre en Autriche. L'Anschluss (annexion de l'Autriche) est confirmé par référendum la même année. Hitler revendique également la région des Sudètes, peuplée d'une majorité de germanophones, en Tchécoslovaquie, démocratie alliée de la France. De l'été 1936 au printemps 1939, quatre États perdent leur indépendance du fait des agressions de Mussolini et de Hitler (Éthiopie, Autriche, Tchécoslovaquie et Albanie), les démocraties ont, à chaque fois, la

même attitude que lors de la guerre d'Espagne : la non-intervention.

En septembre 1938, le président du Conseil français Daladier, le Premier ministre britannique Chamberlain et Hitler se rencontrent à Munich, à initiative de Mussolini afin d'éviter la guerre. En échange d'une promesse de paix de la part d'Hitler, les Français et les Britanniques autorisent l'annexion des Sudètes, qui a lieu en 1939. L'État tchécoslovaque disparaît et la Slovaquie proclame son indépendance. Face à la passivité des démocraties, l'Italie envahit l'Albanie.

En octobre 1938, Hitler revendique le corridor de Dantzig, rattaché à la Pologne par le Traité de Versailles. Le 23 août 1939, l'Allemagne et l'URSS signent un pacte de non-agression (le pacte germano-soviétique). Une clause secrète du pacte prévoit le partage de la Pologne entre l'Allemagne et l'URSS. Le 1er septembre 1939, les troupes allemandes envahissent la Pologne. Les Français et les Britanniques déclarent alors la guerre à l'Allemagne.

